

## FICHE DE PRESENTATION

1- "*La Turquie expansionniste* "

2- Cdt Bader Paul.

3- 15 mars 1998.

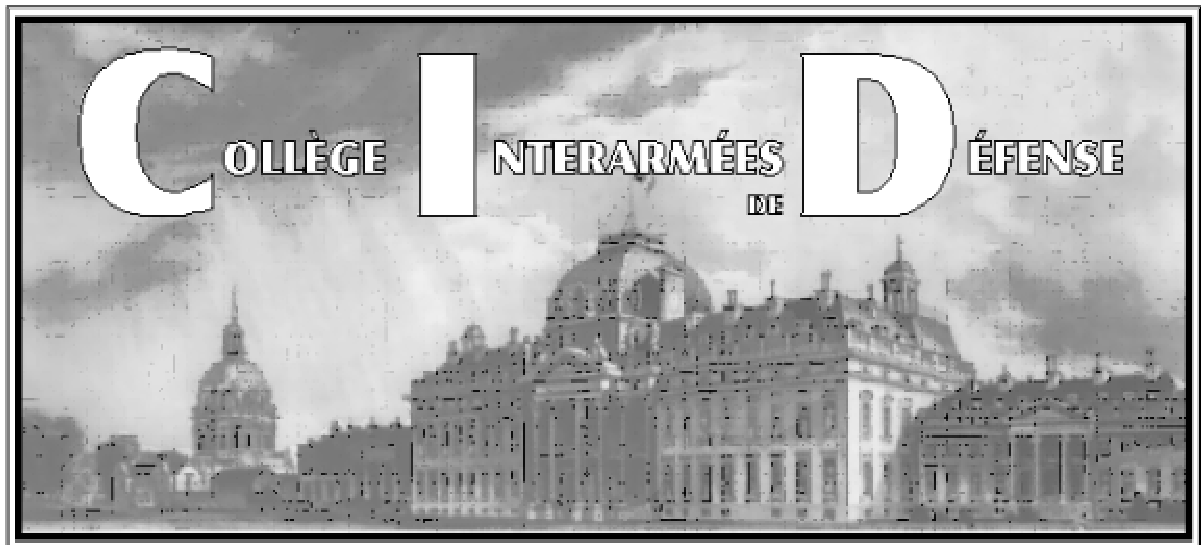
4- Division D - Groupe D4

5- Mémoire de stratégie.

6- Résumé :

*L'Histoire turque est faite d'expansion tout azimut. Rien ne semble indiquer que cela va cesser dans un bref avenir.*

7- Mots clés : Stratégie, Turquie, Expansion, Kurdistan, Israël, Syrie.



# **MEMOIRE DE STRATEGIE**

**LA TURQUIE EXPANSIONNISTE**

**CDT (Air) BADER Paul**

# 6ème Promotion

## 1998 - 1999

-

### Sommaire

PREAMBULE

INTRODUCTION

I - DES RAPPELS HISTORIQUES

A. Les racines

B. La renaissance

C. Le déclin

II - L'HERITAGE GEOPOLITIQUE

A. Les frontières

B. Les turcophones

C. Les vieux ennemis

III - LE JEU DES ALLIANCES

A. Stratégie d'alliance défensive

B. Stratégie d'alliance de revers

C. Stratégie d'alliance pacifique

D. Stratégies alternatives

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXE 1

ANNEXE 2

ANNEXE 3

ANNEXE 4

ANNEXE 5

1.

## 2. preambule

La Méditerranée deviendra-t-elle un havre de paix et de coopération ? C'est possible, d'ailleurs, c'est le but que poursuivaient les acteurs de la prometteuse conférence de Barcelone, en novembre 1995. Dans un climat enthousiaste, tous ensemble, s'étaient alors prononcés pour la stabilité des frontières, la reconnaissance identitaire, le co-développement et la sécurité. L'Union européenne en tête, et avec pour la première fois depuis que le monde est monde, la totalité des acteurs du bassin réunis, turcs, grecs, syriens, israéliens... Tout allait pour le mieux et rendez-vous fut pris pour la seconde phase de pourparlers. Deux ans plus tard, les 15 et 16 avril 1997 à Malte, la seconde conférence s'achevait, elle, sur un échec. Même l'ombre des chevaliers " hospitaliers ", spécialité locale, ô combien experte dans l'art de secourir les miséreux, n'y put rien faire. La seconde conférence sur la Méditerranée fut synonyme d'échec : point de partenariat politique, point de partenariat pour la sécurité, point de partenariat économique, point de partenariat culturel.

Cynique et moins optimiste que les diplomates (dont l'optimisme doit être la qualité première), je constate, entre autres, qu'à Barcelone, les mesures de soutien financier, étaient soumises au principe de conditionnalité, qui se fonde sur de bonnes et nobles intentions. La conditionnalité permet des effets de levier dès qu'il s'agit de convaincre. Mais que croyez-vous qu'il arriva ? La Grèce prit appui sur ces dispositions pour exercer des pressions sur la Turquie. Elle fit retarder voire échouer quelques projets. Cela ne devrait pas nous surprendre, car à quelques variantes près, les mêmes causes entraînent les mêmes effets. En l'occurrence, il était naïf de penser que la Grèce n'utiliserait pas comme une arme de chantage, le principe de conditionnalité, à ses fins propres, au grand dam de l'intérêt général. Ceci n'est qu'un exemple, mais il a le mérite de permettre d'enfoncer quelques portes ouvertes. Dans le domaine de l'arrangement des nations, tout ou presque a déjà été inventé. **L'Histoire ne fait que se répéter.** Et bien que tous accordent du crédit à ces poncifs, peu de gens savent ou cherchent à en tirer des enseignements.

Alexis de Tocqueville, pour qui " l'histoire est constituée d'une succession de tableaux, dont très peu sont des originaux " en savait déjà beaucoup, du lointain de son siècle des lumières.

### 3. Introduction

Le rang de la Turquie, en tant qu'acteur Méditerranéen, est délicat à définir dans un cadre international. En effet, à la simple vue de statistiques, il s'agit d'un pays de moyenne importance. Il est très grand, plutôt peuplé, mais assez pauvre dans l'ensemble, et pas très stable non plus, mais assez favorable à l'Occident, donc, en somme sans grand intérêt... Attention, cette apparence est trompeuse.

Nous allons chercher à démontrer que la jeune nation turque est l'héritière de millénaires d'une très riche histoire. Les hittites inventèrent l'acier pour conquérir le monde, et les ottomans eurent un rayonnement encore plus fantastique à travers l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Malgré le déclin de leur Empire, sur le rythme de " La marche de Radetski ", où Joseph Roth décrivait le déclin de leurs ennemis héréditaires, les Habsbourg, les turcs eux survécurent. Or, le passé des grandes nations est une richesse qui ne s'épuise pas avec les siècles. Les enfants et petits-enfants de la jeune Turquie se relèvent aujourd'hui. La Turquie redevient active, elle se repeuple, et " atavisme " aidant, nous ne pouvons pas croire qu'elle se contente de son rôle actuel. A quoi peut rêver le peuple turc, sinon à une nouvelle ère de grandeur (tableau du 16<sup>ème</sup> siècle ?), faite d'abondance et d'influence. Comment et dans quelle direction cette nation, clef de voûte entre les deux continents européens, et asiatiques pourra-t-elle s'étendre ?

Après avoir re-situé l'héritage historique turc, nous rappellerons le bilan à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle en termes géopolitiques, et comment est bordée aujourd'hui cette nation. Enfin, l'étude des différentes stratégies mises en œuvre par les gouvernements turcs successifs, nous permettra de démontrer que l'ambition de la Turquie est de recouvrer sa grandeur passée, ...à tout prix.

I.

II.

#### III. Des Rappels Historiques

Des dizaines de pages n'y suffiraient pas tant les événements aux abords de l'Anatolie ont été riches et variés. Une énumération à la Prévert est d'ailleurs révélatrice de notre connaissance timide de cette " autre " Histoire, pas si étrangère dans le fond, et si remarquable. Colchide, Hittites, Byzance, Janissaires, Constantinople, Ottomans, Topkapi, Corne d'Or, Soliman le Magnifique, Thrace, Istanbul, Gallipoli, Atatürk... Alors, en guise d'introduction, nous nous sommes entre autres, inspiré du professeur Michael Stürmer, éditorialiste du journal " Die Welt ". Professeur de sciences politiques à l'Université d'Erlangen-Nuremberg. Il rendait un hommage aux soldats tombés en

Turquie, durant la grande guerre, au mémorial de Gallipoli situé en l'église de la Sainte Trinité, à Etham, Londres, l'an dernier.

## A. Les racines

Ce n'est pas par hasard, si les deux plus grands récits épiques de notre civilisation Occidentale, se déroulent dans l'espace géostratégique connu aujourd'hui sous le nom de Méditerranée Orientale. En effet, c'est dans cet espace d'importance stratégique, et riche en ressources énergétiques, situé entre les côtes de la Méditerranée et de l'océan Indien, entre les hautes montagnes du Caucase et la vallée du Nil que se déroulent les chapitres de la Bible et des contes d'Homère.

Lorsque les enfants d'Israël quittèrent l'Egypte, Moïse envoya en éclaireur sur la terre promise, douze espions. Ils revinrent chargés des fruits, mais annoncèrent que : *cette terre dévorait ses enfants*. Le résultat en fût une peur-panique et le soulèvement du peuple. Moïse avec l'aide de Dieu rétablit l'ordre, puis mena son peuple pour quarante années supplémentaires dans le désert, de sorte que seules les jeunes générations découvrirent la terre sainte.

Si cette histoire démontre combien il est parfois difficile d'annoncer à nos chefs ce qu'ils ne souhaitent pas entendre, elle montre également **la grande richesse de ces lieux et de ses environs**. L'empreinte de ces anciens empires est restée sur la Méditerranée orientale aujourd'hui si perturbée. L'ombre de Babylone et des Royaumes d'Egypte n'a pas disparu. Il en va de même des traces d'Alexandre, de ses successeurs et de la civilisation romaine, qui fut de loin la plus aboutie dans toute cette région. Lorsque l'Empire romain se scinda en deux parties après la disparition de l'empereur Théodose, deux mondes furent créés : en Occident le monde romain, et en Orient, le monde Byzantin. Puis, tandis que Rome déclinait sous les assauts des barbares venus du Nord, Byzance, elle, connut un autre millénaire de prospérité et d'expansion. En ce sens, l'Empire byzantin apparaît aujourd'hui comme un pont entre l'antiquité et la renaissance.

## B. La renaissance

Par la suite, les conquérants arabes propagèrent l'Islam sur les côtes Méditerranéennes. En 1453, après la capture de Constantinople, les turcs ottomans poursuivirent les conquêtes vers l'ouest, jusqu'à l'Adriatique.

Au XVI<sup>ème</sup> siècle, l'histoire faisait de l'Empire ottoman, le premier ensemble politique sur terre. Soliman le Magnifique succéda sans difficulté à son père Selim, qui l'avait associé depuis

quelques années à la direction des affaires. L'époque de Soliman correspond au maximum d'extension territoriale de l'Empire. Elle est aussi celle où la construction politique ottomane atteint sa plus grande perfection. Soliman fut d'abord un législateur servi par de remarquables juristes. Pour assurer l'exécution des lois, Soliman et son grand vizir multiplièrent le nombre des fonctionnaires formés dès l'enfance par une méthode analogue à celle qui présidait au recrutement des janissaires. Elle consistait à enlever dans les foyers chrétiens des Balkans un certain nombre d'enfants généralement âgés de moins de cinq ans puis à les former. S'appuyant sur ces fonctionnaires, Soliman renforça sa tutelle sur la féodalité de ses vassaux, les timariotes (nobles ottomans). Cet Empire offrait le spectacle d'une grande prospérité. Il favorisa le développement des relations commerciales avec l'Occident, signant notamment avec la France des " Capitulations ". Il améliora les conditions de vie de sa capitale, surtout grâce à l'adduction d'eau potable et à l'organisation du ravitaillement ; il l'embellit beaucoup aussi, faisant construire en particulier de grandes mosquées.

Ainsi, à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle, Istanbul était devenu une ville énorme, la plus peuplée d'Europe avec 700 000 habitants. Ville fort cosmopolite où dominait cependant l'élément turc reconnaissable au turban blanc, tandis que celui des juifs était jaune et celui des grecs bleu, où travaillaient quantité de chrétiens venus de tous les pays de la Méditerranée. A la charnière de l'Asie et de l'Europe, mêlant ses peuples bariolés, la ville accueillait les navires d'Occident et les convois d'Extrême-Orient, Istanbul était un résumé authentique de l'Empire turc.

En 1566, grâce aux conquêtes effectuées depuis Mehmed II, l'Empire ottoman s'étendit des frontières de l'Autriche au Golfe Persique et des rivages de la Mer Noire aux confins algéro-marocains. Soliman fut évidemment servi par les événements : l'alliance, sollicitée par François 1<sup>er</sup> servit les intérêts du Sultan en même temps que ceux du roi de France, trop heureux de voir une partie des troupes autrichiennes retenues sur le front oriental. Tout cela fut rendu possible grâce à l'extraordinaire organisation qui reposait sur trois piliers : le Sultan, l'armée et le conseil.

Le Sultan était d'abord un chef politique et un chef religieux. Politique, en ce qu'il était le maître de l'Empire ottoman, qu'il dirigeait personnellement ou par l'intermédiaire du grand vizir et des autres vizirs. Tous les habitants de son Empire étaient ses sujets sur lesquels il possédait droit de vie ou de mort. Religieux, car il était devenu, depuis la conquête de l'Egypte et l'élimination du dernier calife descendant des Abbassides, le commandeur des Croyants. Il était le représentant de Dieu sur la terre, le chef

de la communauté musulmane sunnite, un personnage quasi-sacré, objet de la vénération du peuple.

Les Ottomans s'étaient forgé **une armée de métier**, en avance sur son époque, totalement liée au souverain. Les janissaires étaient entraînés à un esprit de discipline et de soumission absolue. Sur les champs de bataille, ils formaient un carré autour du Sultan, évoluaient avec une rapidité surprenante dans un ordre et surtout un silence qui impressionnait leurs adversaires. L'armée disposait de services de ravitaillement et d'intendance que l'Europe ne connaissait pas encore et surtout d'une artillerie particulièrement développée, car les Ottomans avaient compris très tôt son importance. C'est sous Soliman que la flotte de guerre devint la plus puissante de la Méditerranée. Les Sultans recrutèrent les fameux corsaires qui écumèrent les lieux. C'est à l'un d'eux, Barberousse, nommé grand amiral par Soliman, que l'Empire fut redevable de l'organisation de sa force navale et de ses premières victoires.

Le Sultan gouvernait à travers son conseil, le Divan, dirigé par le grand vizir. Le conseil traitait de toutes les questions concernant la paix, la guerre, la conduite militaire, la haute administration, les finances. A la tête du Divan, le grand vizir était le représentant absolu du souverain, qui lui délèguait la presque totalité des pouvoirs impériaux. Dans la pratique, c'était lui qui gouvernait l'Empire. Cependant, il devait consulter les " vizirs de la coupole " pour les décisions importantes. Il ne pouvait engager aucune dépense sans l'assentiment du contrôleur des finances qui, par ailleurs, devait lui présenter des comptes. Enfin, il ne possédait aucune autorité sur l'ensemble des ulémas, chefs religieux, dont les supérieurs étaient désignés par le Sultan.

Il fallut attendre 1698 pour qu'un équilibre des forces et une frontière s'établisse entre les empires autrichiens et ottomans, lors du traité de Karlowitz.

### **C. Le déclin**

Durant le déclin de l'Empire ottoman au XIX<sup>ème</sup> siècle, les nations européennes se déchirèrent à propos de son héritage. Napoléon, le Tsar Alexandre 1<sup>er</sup>, et l'Empire britannique se disputèrent cet accès aux Indes... En 1830, après la perte de la Grèce et de l'Egypte, l'Empire ottoman rechercha l'aide d'un allié européen. En effet, très affaibli, sa survie tenait pour beaucoup à l'équilibre fragile et délicat, entretenu par des puissances européennes pourtant avides de s'attribuer les éléments de cet empire en déclin. C'est par obligation que les turcs se tournèrent alors vers la Prusse. En effet l'appui des russes était inconcevable, ceux ci affichant clairement leur ambition d'accéder au contrôle de la zone. Les français eux rêvaient de concurrencer les

britanniques sur la route de Samarkande, les autrichiens étaient les ennemis héréditaires, et la condescendance affichée par les anglais à l'égard des ottomans était insupportable. Le " futur général " von Moltke travaillera ainsi durant trois ans pour le Sultan ottoman. Ses conclusions sur les faiblesses de l'Empire faisaient état de nombreuses failles : trop d'étendue, trop d'hétérogénéité, trop de corruption. Lorsque survint la Première Guerre mondiale, ce fut presque par réflexe que l'Empire turc se joint à l'Allemagne, contre les pays de l'Entente... La bataille dans les Dardanelles avec le débarquement sur la péninsule de Gallipoli constitua pour le régime de Constantinople une question de vie ou de mort. Grâce à l'ouverture d'un second front en Serbie, l'étau se desserra. Finalement, la Turquie survécut tout entière. Ce fut pour elle une victoire stratégique, qui permit à ses élites de se construire un moral solide, afin de jeter les fondements de la Turquie moderne. Ce fut ainsi que la Turquie a pu survivre à la disparition de l'Empire ottoman.

Cette guerre permit également de prouver que la Turquie possédait la substance pour continuer d'exister. Mustapha Kémal mérite lui aussi de figurer en bonne place dans ce mémoire sur l'expansionnisme turc. En effet, cet homme de génie a su percevoir, avant tous, les défis qu'il fallait relever sous peine d'anéantissement. Cet extraordinaire homme d'Etat avait fixé un rendez-vous avec l'Histoire. Connu au sein du parti des Jeunes Turcs, Kémal devint célèbre en 1915, après sa victoire stratégique aux Dardanelles contre les forces alliées. Ecarté des postes importants, puis rappelé, il défait les grecs et les expulse de Turquie lors de la guerre d'indépendance en 1923. Devenu premier dirigeant de la République turque, il réformait alors les institutions de son pays. Il laïcisait l'Etat, supprimait les tribunaux religieux, abolissait la polygamie, imposait la lecture du Coran en turc. Il modernisait l'économie, et menait une lutte implacable contre une tradition islamique jugée rétrograde et responsable du déclin ottoman. Il fut l'homme qui, à la charnière des temps modernes, a pu faire prendre à son pays un virage délicat. Artisan du renouveau turc, il fut celui qui définit l'espace et les ambitions d'une jeune nation.

IV.

V.

VI. **L'héritage géopolitique**

#### **A. Les frontières**

En 1923, la Turquie moderne adoptait de nouvelles frontières. Celles ci ont d'ailleurs passablement évolué au fil d'une politique constante d'expansion. Nous allons décrire ces frontières, puis énumérer les voisins, ainsi que quelques données plutôt remarquables.

La République turque dont la capitale est Ankara occupe une superficie de 779 452 km<sup>2</sup>. Située aux confins de l'Europe, partageant des frontières communes avec la Syrie, l'Irak, l'Iran et les anciennes républiques soviétiques de Géorgie et d'Arménie,

la Turquie occupe une position stratégique capitale, comme le montra la crise du Golfe. Elle s'adosse sur la Grèce et la Bulgarie à l'ouest. C'est un pays en plein développement, qui modernise ses infrastructures.

La population turque est en croissance constante depuis les années 50. En cinquante ans, elle a été multipliée par trois. Elle atteint aujourd'hui un total de 63,5 millions d'habitants et son taux de croissance est encore de 1,64%. La densité de population, avec 82 habitants par km<sup>2</sup>, reste dans la moyenne, mais devient très importante aux abords des zones urbaines. Celles-ci captent une majeure partie de la population, environ 70% des turcs.

Quatre villes font plus d'un million d'habitants, dont Istanbul avec 7,8 millions, et Ankara avec 2,8 millions, et enfin Izmir et Adana dépassent aussi le million. Ankara, anciennement Angora, ou Ancyre, devint la capitale de la Turquie et de la province d'Ankara en 1923. Deuxième ville du pays après Istanbul, elle est essentiellement une ville résidentielle, siège du gouvernement, du Parlement et des administrations. Elle abrite un certain nombre de petites industries qui produisent des tapis, des articles de cuir, du vin, des outils agricoles et du ciment. Ankara est un carrefour commercial depuis l'Antiquité et demeure aujourd'hui encore un marché important et un centre de traitement pour le mohair ainsi que pour les fruits et les céréales cultivés dans les environs. La vieille ville, construite autour des ruines d'une ancienne citadelle, est traversée de rues étroites et tortueuses et ses maisons sont surpeuplées. Très différente, la nouvelle ville est spacieuse et bien ordonnée. Planifiée en 1928, traversée de larges boulevards, elle accueille des bibliothèques, des musées, des boutiques à la mode et des hôtels, des ambassades et des bâtiments administratifs. C'est dans cette partie d'Ankara que se trouve le Musée hittite, riche en témoignages remarquables sur la civilisation anatolienne. Ensuite, Istanbul qui est située dans le nord-ouest de la Turquie, sur la rive occidentale du détroit du Bosphore, à l'entrée de la mer de Marmara, dans la baie de la Corne d'Or, face à l'Asie, à laquelle elle est reliée par deux ponts. Capitale économique du pays, Istanbul est son principal port ainsi que son premier centre industriel, commercial et culturel. Le tourisme est en expansion, autour du Grand Bazar et du Bazar égyptien. Les dômes et les minarets des mosquées dominent la ville. Les principaux monuments sont la basilique Sainte-Sophie, rebâtie par l'empereur Justinien au VI<sup>ème</sup> siècle, le palais de Topkapi, résidence des sultans pendant plus de quatre cents ans, construit et remanié entre le XV<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle, la mosquée du Sultan Ahmet, dite Mosquée bleue, et la mosquée de Süleymaniye, construite par Sinan. La ville fut fondée au VII<sup>ème</sup> siècle av. J.-C. par des colons grecs de Mégare sous le

nom de Byzance. En l'an 330 après J.-C., Constantin Ier décida de l'ériger en capitale de l'Empire romain d'Occident. Devenue Constantinople, la ville située dans une région stratégique devint le principal centre culturel, religieux et politique du monde occidental. Prise par les Turcs en 1453, elle prit son nom actuel et devint la capitale de l'Empire ottoman, puis de la Turquie jusqu'en 1923.

Aux environs des principales zones urbaines, les routes sont bitumées et en bon état. Dans les régions rurales, les infrastructures sont généralement adaptées mais pas toujours bien entretenues. Les taxis, les dolmus (sorte de taxis collectifs), les bus, les tramways et les ferries (à Istanbul) assurent les transports publics. Le chemin de fer et les lignes aériennes relient les villes importantes. Les principaux aéroports internationaux sont Istanbul et Ankara. Le système de communications est plutôt bon, bien que les services de télécommunications nationaux et internationaux soient meilleurs dans les zones urbaines. Il existe plusieurs chaînes de télévision et stations de radio nationales, et la presse est relativement libre et active. Le chantier le plus important du pays est sans nul doute, le complexe hydro-électrique Atatürk. Grâce à lui, la Turquie s'offre des moyens modernes de production d'énergie et de contrôle des débits de l'Euphrate.

La Turquie en plein développement peut donc compter sur une démographie importante, donc de la " main d'oeuvre " nombreuse, jeune et dynamique. Mais les turcophones dépassent les simples frontières de la Turquie. Les pays limitrophes en comptent également parmi eux. Les arméniens, syriens n'en comptent presque aucun, mais en Grèce, 2% de la population est d'origine turque. Ils sont installés pour la plupart, dans l'est de la Thrace. La Géorgie et la Bulgarie comptent près de 10% d'habitants d'origine turque. Enfin, le quart de la population iranienne est turcophone, tandis que 5% seulement des irakiens, le sont.

## **B. Les turcophones**

Pour saisir la répartition des turcophones en Asie, il faut remonter à leurs origines. C'est à l'aube du XIV<sup>ème</sup> siècle que les ottomans, venus des confins de l'Anatolie, firent irruption dans l'Histoire et que débuta leur extraordinaire épopée. Ils n'étaient alors qu'un obscur émirat turkmène aux frontières des mondes byzantin et islamique. Les Turcs étaient originaires de l'Asie centrale. Ils avaient fondé un premier Empire, celui des Seljoukides, qui fut détruit en 1292 par les Mongols de Gengis-Khan. L'une des tribus turques, les ottomans appartenant à la branche Oghuz, se déplaça alors vers l'ouest, occupant la Bithynie et Brousse en 1325. Durant le XIV<sup>ème</sup> siècle, ils se

rendirent progressivement maîtres d'une grande partie de l'Asie Mineure, de plusieurs îles grecques puis, ils attaquèrent les peuples slaves des Balkans et les soumièrent, s'emparèrent de la Thrace : l'Empire byzantin fut dès lors réduit à un petit territoire autour de Constantinople, qui devait résister 90 ans encore à la pression quasi incessante des Turcs. C'est donc en Azerbaïdjan, au Turkménistan, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan que l'on retrouve les turcophones de souche. Dans l'ouest, restent les turcs installés depuis le Xv<sup>ème</sup> siècle, en Grèce, en Bulgarie et dans les Balkans, en Albanie, en Serbie et en Bosnie.

Mais, aujourd'hui, le sort de ces " turcs " d'Asie Centrale est (avec ou sans leur assentiment) dans les mains de la Russie. Contre les vœux d'émancipation de la tutelle russe de ces anciennes républiques soviétiques, s'exprime un puissant machiavélisme. En effet, la volonté russe de ne pas se départir de ces pays turcophones a de nombreuses raisons stratégiques, politiques ou simplement mafieuses. Ainsi, pour poursuivre ses objectifs, Moscou a mis en œuvre une politique de déstabilisation de la région du Caucase afin d'y créer une dépendance à son égard. En voici quelques exemples. L'Azerbaïdjan est aujourd'hui occupé à 20% par l'Arménie, qui réclame l'enclave arménienne du Haut-Karabagh (jusqu'alors coupé d'Erevan). La découverte de pétrole dans la Caspienne exacerbe les vues et durcit les positions du fait de la présence de nouveaux intervenants. Les compagnies pétrolières américaines, russes et turques, se disputent les nombreuses ressources pétrolières. Enfin, la drogue récoltée en Afghanistan sert à déstabiliser ou à corrompre les gouvernements ouzbèque et tadjik. Quant à l'Arménie, intermédiaire entre les kurdes et les russes, elle fournit les armes au PKK.

Cet énumération explique le trouble légitime dans lequel sont plongés les turcophones d'Asie centrale. Ainsi, nous voyons que malgré leurs désirs d'indépendance et d'émancipation, ces pays " frères " de la Turquie, ont de la peine à tisser les liens étroits qu'ils souhaitent.

En revanche, en ce qui concerne les ennemis hérités de l'Histoire, ceux là, sont plus présent, et plus accessibles !

### **C. Les vieux ennemis**

Après avoir été sous le joug des ottomans durant six siècles, les arabes sont devenus plutôt hostiles à l'encontre des turcs. Du fait de leur frontière commune, les rapports sont même véritablement mauvais entre la Turquie et la Syrie.

Les griefs turcs à l'encontre de la Syrie remontent à la grande révolte arabe de 1916 contre l'Empire ottoman, dans laquelle les syriens jouèrent un grand rôle. Nombre de turcs considèrent que ce fut une trahison des arabes, un véritable coup de poignard dans le dos. De surcroît, la tolérance, voire pire encore, le soutien syrien au Parti des travailleurs kurdes, le PKK, attise les tensions. Les syriens, eux, dénoncent les cadeaux territoriaux que fit la France à la Turquie à ses dépens, en 1939, que sont l'Alexandrette et Antioche. Elle dénonce également les expéditions militaires par l'armée turque à l'encontre des bases arrières du PKK, dans son territoire. Mais l'insoutenable agression turque, provient de l'exploitation et du contrôle de l'approvisionnement en eau, mis en place par le complexe hydroélectrique " Atatürk ". Grâce à un réseau moderne de barrages sur l'Euphrate, la Turquie peut effectivement couper le robinet d'eau qui approvisionne la Syrie. Cet ensemble de discordes est considéré comme de véritables menaces sur lesquelles se focalisent les relations tendues entre la Syrie et la Turquie. Nous reviendrons sur ces thèmes et leurs conséquences dans les chapitres suivants.

Vis à vis de la Grèce, l'ennemi le plus acharné et le plus redouté, les notes de discordes sont également nombreuses. Pour les turcs, la Grèce joue de son statut européen pour l'isoler et la rejeter. Le conflit chypriote est un second exemple de ces tensions entre les deux nations. En acceptant d'" annexer " à la Grèce cette île si proche de la Turquie, habitée par une majorité grecque et une minorité turque, il y a eu un casus belli. Depuis la partition de Chypre, la crise est exploitée selon les besoins par les uns ou les autres. Même les russes en usent, avec la crise des missiles S 300, qui a pour objectif de contrer (avec l'aimable collaboration des grecs), le projet d'oléoduc reliant la Caspienne à la mer Méditerranée via Bakou, Soupsa, et Ceyhan !

Pour se prémunir de ces tensions, la Turquie a engagé des alliances et des ouvertures avec certains de ses partenaires, pour assurer sa survie bien sûr, mais aussi, son arrimage solide au sein des nations les plus développées. Les manoeuvres s'apparentent comme d'habitude au grand jeu d'échec décrit par Zbigniew Zbrazinski. Mais ce qui nous intéresse avant tout, est de savoir si la partie est défensive, en réaction aux influences et pressions extérieures, ou si elle vise de la part des turcs à occuper le centre de l'échiquier. L'objectif devient alors stratégique et doit permettre de renouer avec la grandeur du passé.

VII.

VIII.

**IX. Le jeu des alliances**

Depuis 1923, un grand nombre d'accords a été conclu par la Turquie moderne avec certains acteurs locaux, régionaux, ou mondiaux. Pris un par un, ces accords sont en apparence, à chaque fois des accords défensifs de circonstance, sans porté hégémoniste. Néanmoins, nous essaierons de dévoiler l'objectif à long terme de ces alliances, qui

placées bout à bout, démontrent l'ambition cachée mais construite, très mêlée d'expansionnisme, de devenir un acteur régional prééminent sur la scène internationale.

Pour cela nous devons distinguer les différents types de stratégies utilisées : stratégie d'alliance défensive, stratégie d'alliance de revers, stratégie d'alliance économique, stratégies alternatives.

### **A. Stratégie d'alliance défensive**

#### 1. L'allié kurde

L'alliance contractée par Atatürk avec les kurdes, est une brève incartade dans le domaine des alliances à caractère très temporaire. Durant la guerre d'indépendance, Atatürk parvint à rallier les kurdes à la cause de la Jeune Turquie, pour chasser les occupants grecs d'Anatolie. En réalité, Mustapha Kémal, après avoir obtenu de ses campagnes militaires le succès escompté, ne tint pas sa parole, et se retourna contre les kurdes.

Grâce à cette félonie, il permit de rebâtir la Turquie sur des fondations solides, sans renoncer à la moindre parcelle de terrain dans les régions peuplées majoritairement de kurdes.

#### 2. L'allié français

La Turquie échangea avec la France, une promesse de neutralité dans le conflit qui se dessinait contre l'Allemagne en 1939, contre des territoires sous mandat français. Dans cet accord, la France obtenait également le droit d'établir des bases aériennes proches des champs pétrolifères de Bakou en échange d'Antioche et de la région d'Alexandrette.

Ainsi, sans coup férir, la Turquie étendit son domaine vers le sud anatolien. Les avantages acquis y sont tels, qu'Ankara possède maintenant le pouvoir de déstabiliser la Syrie, comme nous allons voir par la suite.

#### 3. L'allié américain

Parmi les erreurs stratégiques de Staline, la plus grave fut sans doute d'avoir poussé la Turquie dans les bras de l'Amérique. En 1945-1946, Moscou choisit en effet l'intimidation pour inciter Ankara à lui céder un certain nombre de zones frontalières contestées dans le Caucase, notamment autour de la ville de Kars, située tout près de l'Arménie. Craignant une intervention militaire soviétique, la Turquie abandonne la neutralité officielle observée depuis les années trente à l'égard des puissances

occidentales et se tourne dès lors vers les États-Unis. Au Pentagone, c'est la divine surprise et, en l'espace de quelques années, la Turquie devient une pièce absolument maîtresse du dispositif américain. Incluse dans l'OTAN, pierre angulaire du pacte de Bagdad, elle offre à l'armée américaine des atouts majeurs : contrôle des détroits -blocage de l'URSS vers la Méditerranée-, maintien sous surveillance du Caucase soviétique, base d'appui contre la Syrie et l'Irak, alliés à Moscou à partir des années soixante, le tout complété par la présence de la sixième flotte en Méditerranée orientale... Après l'effondrement de l'Empire soviétique, le rôle de la Turquie sur l'échiquier américain ne se dévalua pas pour autant. En 1991, lors de la guerre du Golfe, c'est à partir de la gigantesque base turque d'Incirlik (allouée à l'OTAN) que les appareils américains allèrent frapper les cibles situées au nord de l'Irak, dans les régions de Mossoul et de Kirkouk. Depuis lors, l'aviation et l'armée de terre turque, n'hésitent plus à violer l'intégrité territoriale irakienne, avec l'assentiment des États-Unis.

De plus aujourd'hui, la politique américaine en Bosnie musulmane a toutes les raisons de convenir aux Turcs et inversement puisque les deux nations ont, en l'occurrence, les mêmes objectifs : jeter un pont entre l'Occident et le Caucase pour contenir toute poussée russe, en maintenant le " verrou " du détroit du Bosphore. Par ailleurs, Washington compte bien sur Ankara pour y contenir certaines influences iraniennes. Ainsi, la Turquie participe à l'entraînement et à l'équipement des forces bosniaques. En échange de ces " bons offices ", les États-Unis assurent la promotion officielle de la candidature turque à l'Union européenne et manifestent une indulgente compréhension en ce qui concerne le problème chypriote par la recommandation d'attitudes plus compréhensives.

Néanmoins, après la chute du bloc communiste, Ankara a bien pris conscience du risque de voir décroître sa propre importance aux yeux de Washington. De plus, au nom du nouveau " partenariat stratégique " russo-américain, l'Amérique ne résiste que mollement face à la diplomatie pour le moins agressive de Moscou dans l'étranger proche, c'est-à-dire en Asie centrale et au Caucase, où les turcs tentent précisément de faire une percée. Même si la Turquie analyse froidement le contenu de la nouvelle donne turco-américaine, aucun parti politique n'envisage la moindre rupture. La diplomatie turque semble de plus en plus persuadée que l'avenir de l'économie nationale réside dans l'intégration " communautaire ". Elle recherche aussi à approfondir son rôle de partenaire avec les États-Unis, l'Europe, l'Allemagne et les marchés périphériques d'une part, et les pays musulmans de l'ancienne Yougoslavie, l'Albanie, la Syrie, l'Égypte et l'Asie centrale d'autre part. Ces conditions

majeures vont dans le droit fil de la tradition diplomatique et économique de la Turquie, jadis " gardienne de l'Occident " !

Ainsi, par son jeu d'alliances défensives, la Turquie a pu se constituer un sanctuaire national en 1923, s'adjointre Antioche et l'Alexandrette en 1939, et obtenir un " blanc-seing " au nord de l'Irak en 1991. Cela constitue un fantastique accroissement territorial, acquis par une politique très intelligente et sans équivoque.

## **B. Stratégie d'alliance de revers**

### **1. Le nouvel axe Israël-Turquie.**

Comme nous l'avons vu précédemment, la Turquie se sent " menacée " au sud par les états arabes, à l'est par l'axe Moscou, Erevan, Téhéran, et à l'ouest, par la Grèce. Pour desserrer cette contrainte, la Turquie a adopté une stratégie de contre-encerclement, avec la participation de l'Etat d'Israël. M. Frédéric Encel a qualifié de " nouvel axe géostratégique " cette alliance, que nous allons analyser.

Depuis la signature des accords israélo-palestiniens d'Oslo en 1993 Israël et la Turquie ont entamé un rapprochement spectaculaire. Après de longues années de relations diplomatiques réduites à leur plus simple expression, on est passé à une authentique entente stratégique, et à une coopération militaire de tout premier ordre. Si Jérusalem et Ankara ne sont toujours pas liés officiellement, par aucun pacte ou traité formel, il n'en demeure pas moins que ces deux Etats pratiquent des rencontres rapprochées entre chefs d'états-majors, des visites de sites stratégiques, des manoeuvres navales et des entraînements aériens conjoints. Alors, la carence diplomatique devient toute relative...

Les conséquences géostratégiques de ce nouvel axe, sur l'ensemble du Moyen-Orient, sont d'ores et déjà considérables. Des rapports de force traditionnels se voient brutalement modifiés ou renforcés, un axe arabo-persique parallèle se constitue, et, de Washington à Téhéran, c'est sur de grands espaces que s'observent les répercussions. Quoi que puissent affirmer et espérer les arabes et un certain nombre d'observateurs, pour qui l'axe israélo-turc serait éphémère et fragile, des intérêts objectifs primordiaux plaident pour la continuation et le renforcement de l'axe entre Jérusalem et Ankara.

On n'insistera jamais assez sur l'angoisse obsessionnelle que représente, pour le pouvoir à Ankara, la question kurde. Ou, pour être plus précis, l'éventualité de la

création d'un Etat kurde indépendant en Anatolie orientale, au coeur des fortes densités de population kurde. Ainsi le pouvoir turc choisit une grande part de ses objectifs diplomatiques et stratégiques en fonction de cette question. C'est ainsi la raison des relations difficiles avec la Syrie.

Devant le refus catégorique d'Ankara d'ouvrir des pourparlers sur un certain nombre de questions litigieuses dont le barrage Atatürk, Damas a choisi à la fin des années quatre-vingt, de soutenir de plus en plus ouvertement le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, parti communiste et indépendantiste. Il est aussi le plus combatif des mouvements nationalistes kurdes. Les états-majors de guérilla, les infrastructures militaires et les services de propagande trouvent refuge en territoire syrien. En conséquence, les incidents de frontière se sont multipliés ces dernières années, et l'armée turque a dépêché à plusieurs reprises des troupes dans la région méridionale d'Urfa. En réponse à l'attitude pro-kurde du voisin syrien, le pouvoir turc a vu dans sa coopération avec Israël, entre autres avantages, un moyen de pression sur la Syrie. Elle est prise à revers au sud avec le Golan sous la coupe israélienne, tandis qu'elle est déjà occupée à " annexer " le Liban. Pour Israël, la Syrie a toujours incarné, depuis l'indépendance, l'ennemi le plus redoutable, et le plus cruel aussi. Au cours des guerres, la détermination sans commune mesure des soldats syriens durant les combats de 1948 en haute Galilée, de 1967 et surtout de 1973 dans le Golan, le sort de la communauté juive de Damas jusqu'à sa libération en 1994, l'écrasement de la révolte de Hama en 1982 qui fit entre 10 000 et 30 000 morts, et le machiavélisme présumé du président Assad font que chaque initiative syrienne constitue pour les Israéliens, toutes obédiences politiques confondues, un motif d'inquiétude, de méfiance. Il n'en fut jamais ainsi, même après les terribles combats du Yom Kippour, avec l'Egypte, et encore moins avec la Jordanie. Enfin, depuis 1985 et le retrait israélien du Liban jusqu'à la zone de sécurité du Sud, c'est encore la Syrie qui encourage et soutient la guérilla que mène activement le mouvement chiite pro-iranien Hezbollah contre Tsahal.

La coopération militaire active entre Jérusalem et Ankara, en développement constant depuis 1994, a pour première incidence une amélioration aussi soudaine que considérable de la position géostratégique d'Israël dans son rapport de force avec ses ennemis. Contrairement à ce que laissent penser nombres d'images télédiffusées, ce ne sont pas les manoeuvres navales israélo-turco-

américaines (bien que spectaculaires et sans précédents) qui incarnent ce bouleversement, pas plus que les entraînements communs sur terre ou les échanges d'informations anti-terroristes. La vraie révolution est dans les airs. Les accords de coopération ouvrent en effet aux appareils de combat israéliens, sous le prétexte officiel d'entraînements conjoints, la quasi-intégralité de l'espace aérien turc. Il n'y a qu'à jeter un regard à n'importe quel atlas pour juger des conséquences d'une telle ouverture.

En premier lieu, cela signifie que Tsahal, avec son fer de lance : l'aviation, menace l'ennemi syrien non plus sur deux mais sur trois fronts. Jusque-là, seuls le haut plateau du Golan et le Liban étaient survolés par les appareils israéliens. Désormais, les chasseurs-bombardiers de Tsahal peuvent prendre à revers la longue frontière turco-syrienne et atteindre, en quelques minutes, les villes d'Alep, Homs, Hama et l'unique grand port syrien, celui de Lattaquié. Le schéma est identique s'agissant de l'Irak, dont les régions pétrolifères septentrionales se trouvent à la merci d'une frappe immédiate, massive et/ou chirurgicale de Tsahal. Une telle opération suivrait une nouvelle attaque de Scud irakiens ; la coalition onusienne et arabo-occidentale de 1990-1991 n'existant plus, Jérusalem a du reste prévenu Washington, lors de la récente crise de février 1998, qu'Israël n'observerait pas une seconde fois une politique de retenue...

En second lieu (et c'est là sans doute l'avantage décisif obtenu par Israël) la menace nucléaire iranienne est désormais contrôlée. Non pas que le régime des *mollahs* soit contraint d'abandonner sa course à la technologie atomique, mais, avec des appareils israéliens basés à moins de 1 000 kilomètres de Téhéran et dotés, depuis la frontière turque, d'un rayon d'action couvrant la totalité du territoire perse, la menace d'un Osirak *bis* est à prendre en considération. Et elle devient à ce titre une variable de la prise de décision iranienne dans les dossiers concernant Israël. Surtout, c'est de manière autonome que le gouvernement et l'état-major d'Israël peuvent éventuellement frapper. Certes, un feu vert de Washington demeurerait incontournable en cas d'initiative militaire contre l'Iran, mais politiquement, et non plus techniquement. La nuance est de taille.

Hors de ce schéma de coopération active avec l'armée turque, jamais Israël n'aurait pu espérer obtenir autant d'avantages ou plus exactement un avantage qualitatif et simultané aussi considérable face à l'ensemble du front du refus oriental.

Un avantage pour la Turquie à coopérer avec Israël, au risque de sacrifier certains intérêts dans le monde arabe, semble de prime abord moins évident. Sur le plan technique, les matériels et équipements américains suffisent amplement à faire de l'armée turque une force offensive redoutable, sans doute supérieure à ses rivales potentielles, syrienne, iranienne et irakienne post-guerre du Golfe. Il est vrai que les procédés et l'expérience anti-guérillas et anti-terroristes d'Israël offrent un plus à l'armée turque dans ces domaines. Mais le véritable intérêt se trouve ailleurs, hors des terrains d'entraînement et des champs de bataille.

C'est à Washington, soit à plus de 10 000 kilomètres des combats contre le PKK, que se joue la partie. Dans sa lutte contre l'indépendantisme kurde, Ankara a autant besoin d'amis à la Chambre des représentants que de blindés dans le sud-est anatolien... Or, au Département d'Etat et surtout au Congrès, qui devient partenaire actif d'Israël, la Turquie gagne corrélativement le soutien non moins actif d'un puissant *lobby* juif. L'opinion publique, les grands médias et, naturellement, les élus au Sénat et à la Chambre sont des passages obligés pour une cause, même fort lointaine et aux répercussions impalpables dans l'Ohio ou l'Arkansas. En jouant la carte israélienne (dans un contexte de double rivalité aiguë États-Unis/Irak et États-Unis/Iran), Ankara s'assure que la cause indépendantiste kurde n'aura qu'un écho limité dans les sphères dirigeantes américaines.

Il en va de même pour la brûlante question de la responsabilité dans le génocide arménien. En 1995, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la tragédie, une série de manifestations politique et culturelle devaient se tenir à New York et à Washington. Comme à l'accoutumée, la chancellerie turque déploya tous ses efforts pour minimiser l'événement, et du moins pour rejeter la responsabilité sur l'ancien régime ottoman. Pressées de définir leur attitude au regard de la nouvelle entente israélo-turque, les organisations sionistes choisirent de conserver un profil bas et (bien que traditionnellement humanistes et sensibles aux thèmes " droits de l'homme " en général) s'abstinrent non seulement de co-parrainer mais aussi de soutenir toute initiative pro-arménienne irritante pour le pouvoir turc. En Israël même, cette affaire aux forts relents de raison d'Etat provoqua des remous considérables.

## 2. Création d'un axe parallèle

La constitution assez rapide et bien réelle d'un axe Jérusalem-Ankara ne pouvait laisser indifférentes les puissances du Moyen-Orient ; trois d'entre elles, la Syrie, l'Irak et l'Iran, se sont effectivement senties menacées de manière directe par l'entente turco-israélienne. Chacune des trois puissances renforce, tisse ou renoue des liens diplomatiques avec les deux autres, et l'on observe d'ores et déjà les linéaments d'un axe Damas, Bagdad, Téhéran. Cette triple entente répond très précisément à l'axe Israël-Turquie et défie dans le même temps son parrain américain.

C'est prioritairement la Syrie qui (objectivement, on l'a vu) est légitimée à fonder des inquiétudes. Mais Damas n'a pas attendu 1994 pour se défier de la Turquie et rappeler l'oppression en 1915-1916 du jeune pouvoir turc sur les nationalistes de la Grande Syrie. En 1939, la puissance mandataire française détache le sandjak d'Alexandrette (littoral montagneux du nord-ouest) pour l'offrir à la Turquie. La contrepartie sera la neutralité turque dans le conflit qui se dessine contre l'Allemagne nazie et l'implantation de bases aériennes françaises, tremplins possibles vers Bakou et ses pétroles.

En réalité, ce morcellement ne fait qu'exacerber l'hostilité syrienne anti-turque liée à des litiges objectifs. Ainsi en est-il de la question de l'eau. L'édification par Ankara d'un gigantesque complexe hydraulique sur le cours supérieur de l'Euphrate constitue une véritable menace pour l'approvisionnement syrien. Déjà privée de sa souveraineté sur le Liban, le Golan et les hauteurs d'Antioche, la Syrie ne dispose plus que du bassin de l'Euphrate pour ses ressources. Tributaire du pouvoir turc quant au débit du grand fleuve, Damas serait définitivement réduite à l'état de puissance secondaire. À l'heure actuelle, et en dépit des protestations syriennes officielles auprès de l'ONU et de l'OIC -Organisation de la conférence islamique- et d'intenses pressions frontalières (aide au PKK), Ankara poursuit sereinement la réalisation des barrages du complexe Atatürk.

Le même problème, quoique quantitativement moins grave, se pose avec le Golan sous contrôle israélien. Véritable château d'eau irriguant la région de Damas, ce contrefort de l'Anti-Liban, aménagé, pourrait fournir à la Syrie plusieurs dizaines de millions de mètres cubes d'eau par an, s'il était rétrocédé. Pour l'heure, ce sont les machines de captation et d'irrigation israéliennes qui opèrent sur le haut plateau basaltique...

L'Irak d'après la défaite de 1991, exsangue, neutralisé, étroitement surveillé par l'armée onusienne (anglo-américaine), ne constitue certes pas un grand péril pour l'axe Jérusalem-Ankara, ni un puissant appui pour son vis-à-vis syrien. Néanmoins, ni Damas ni Bagdad ne disposent d'une grande marge de manoeuvre ; face à la toute-puissance américaine et à ses alliés, les régimes d'Assad et de Saddam Hussein n'ont pas d'autre choix que le rapprochement, voire la réconciliation. Rivaux idéologiques du nationalisme pan-arabe, ennemis durant la première guerre du Golfe de 1979 à 1987, ennemis au cours de la seconde de 1990 à 1991, les deux chefs d'Etat se trouvent à présent autour d'un même faisceau d'intérêts. Le premier intérêt est simplissime : à l'encontre d'Israël, Bagdad entretient une hostilité existentielle. Le second Etat sur lequel se cristallise l'hostilité de Bagdad, la Turquie, présente en plus un danger mortel. Durant l'hiver 1997, l'armée turque lançait une offensive terrestre de grande envergure contre le nord de l'Irak, interdit de survol en vertu des accords de cessez-le-feu irako-onusiens de février 1991. Officiellement, il s'agissait de réduire les bases et les foyers indépendantistes kurdes repliés en Irak. En réalité, Ankara caresse le vieux projet de démembrer l'Irak, d'une part, afin d'y constituer un Etat kurde au nord et de résoudre ainsi le conflit en Anatolie, d'autre part pour tenter de prendre le contrôle de Mossoul, région pétrolifère revendiquée par la Turquie depuis 1923.

Autrement dit, Saddam Hussein n'a d'autre choix que d'accepter l'amitié de toute puissance susceptible de freiner peu ou prou l'ardeur expansionniste turque au Kurdistan.

Téhéran a classé en tête des grands ou petits Satans les Etats-Unis et Israël. L'Iran khomeyniste ne peut qu'être opposant irréductible à toute alliance comprenant Israël. Or la politique d'embargo et de refoulement de Washington, en principe implacable, et la série de succès diplomatiques d'Israël après Oslo ont exaspéré les dirigeants iraniens. Mais ces derniers ont appris le pragmatisme ; au lieu de réunir des foules déchaînées brûlant des drapeaux américains devant les caméras de CNN, et de menacer des pires foudres les régimes musulmans qui seraient les suppôts de l'impérialisme, les chefs de Téhéran pratiquent désormais l'ouverture diplomatique tous azimuts. En témoignage, après une campagne de charme, le grand succès qui a consisté pour l'Iran à réunir le sommet de l'OIC. En mars 1998, cinquante-cinq Etats musulmans de trois continents, y

compris la Turquie, se sont réunis pour un sommet sans précédent dans le sanctuaire de l'intégrisme islamique.

Au grand dam des États-Unis, il ne manquait pas une chancellerie. Même les pires ennemis au temps du conflit Iran-Irak, les monarchies de la péninsule Arabique, étaient présents. Non content de rompre enfin vingt années d'un quasi isolement inter-musulman, Téhéran a surtout fait crier " haro sur le baudet ", sévèrement pris à partie sur l'entente d'Ankara avec Israël, le président turc Demirel a finalement décidé de quitter le sommet...

La manoeuvre israélo-turque n'aurait pu en aucun cas laisser l'Iran indifférent. Ne serait-ce que pour la proximité nouvelle qu'elle offre aux avions de Tsahal. Mais, au-delà du théâtre moyen-oriental et de la hantise d'Israël, l'Iran affiche d'autres ambitions depuis la chute de l'URSS, plus au nord. En fait, une véritable rivalité turco-persane, croissante, s'est instaurée dans le Caucase et en Asie centrale, avec pour enjeu fondamental l'édification de sphères d'influences. Les républiques musulmanes ex-soviétiques, fort riches en ressources pétrolières pour certaines, sont particulièrement courtisées sur un mode ethnoculturel. Les populations sont en majorité turcophones, mais comportent des minorités urbaines persanophones. Elles peuvent aussi être courtisées sur le mode plus spécifiquement religieux en faisant abstraction de la rivalité entre sunnites et chiites.

Déjà allié à la Syrie depuis 1979 contre Bagdad, Téhéran verrait donc d'un bon oeil une remontée en puissance de l'Irak, dont les énergies militaristes seraient tournées, cette fois, vers le nord.

Or, Benyamin Nétanyahou et son cabinet de " faucon " n'ont eu de cesse de poursuivre et d'accentuer, depuis la victoire de 1996, l'entente avec la Turquie contre la Syrie, communément adversaire d'Ankara et ennemi de Jérusalem. Et, il semble que les deux capitales jouent à présent la carte de la chute du régime alaouite, voire la dislocation interne de l'Etat syrien.

### 3. Les Etats arabes alliés de l'Amérique

Après avoir appréhendé la constitution d'un front politique syrio-irako-iranien nous allons voir que l'axe Ankara-Jérusalem, puissamment charpenté par Washington, pose un certain nombre de questions en forme de défis aux pays arabes dont le régime est pro-américain (Egypte, Jordanie, Arabie Saoudite), qui sont d'ores et déjà contraints d'y répondre. En effet, il n'en

est pas un, dont l'opposition islamiste ne se nourrit d'une hostilité farouche envers Israël et l'Amérique.

En définitive, pour l'ensemble des peuples et des régimes arabes du Moyen-Orient, le problème fondamental de l'axe Ankara-Jérusalem est qu'il s'agit de l'alliance entre les deux principales puissances militaires de la région. Or ces deux puissances ne sont pas arabes. Et il faut ajouter que la présence de la sixième flotte de l'US Navy dans le Golfe constitue une puissance redoutable potentiellement hostile aux Arabes.

Les palestiniens, sans grand leader susceptible d'incarner le nouveau Saladin, les foules arabes en pleine expansion démographique risquent de voir dans le triangle Washington-Ankara-Jérusalem un challenge suprême et d'y faire face avec l'énergie du désespoir en implorant l'aide de Dieu.

Les premières victimes en seraient certains régimes arabes eux-mêmes. Mais, immédiatement après, c'est l'Occident qui se trouverait en première ligne. Car il s'agirait, comme en 1973, de défendre l'approvisionnement en hydrocarbures et, pour l'Amérique au moins, l'existence de l'Etat d'Israël. A une différence près : tandis que, pendant la crise du Kippour, les dirigeants arabes obéissaient à la logique rationnelle des stratégies politiques, les nouveaux leaders pourraient bien répondre aux seules voix sacrées d'un messianisme miraculeux.

Ainsi, cette alliance de revers offre à la Turquie deux avantages. Le premier est immédiat, puisque la sécurité du pays et sa puissance militaire sont renforcées. Le second est différé, mais plus important encore. La Turquie peut patienter sereinement, en manoeuvrant pour la chute des régimes " baassist " de ses voisins. En effet, la Syrie et l'Irak déjà très affaiblis par les pressions extérieures et le poids des guerres, avec leurs économies exsangues, ne seront pas à l'abri de graves instabilités quand disparaîtront leurs leaders " charismatiques ". Alors pourra s'exprimer une fois encore, l'ambition turque.

Du point de vue européen, l'ancrage économique de la Turquie à l'Union de l'Europe, semble être le meilleur atout pour accroître la stabilité en Méditerranée orientale.

### **C. Stratégie d'alliance pacifique**

#### **1. Avec l'Europe**

Les bonnes relations occidentales restent à l'évidence l'atout le plus précieux pour la Turquie face au monde russo-musulman. Mais en Europe, jusqu'à ces dernières

années, le gouvernement grec subordonnait son accord de l'adhésion turque à diverses conditions préalables selon les contextes. Il pouvait s'agir de la fin de l'occupation militaire sur le Nord de Chypre, de la fin des menaces contre la Grèce, du fonctionnement de la démocratie ou du respect des droits de l'homme. Ces conditions paraissent de moins en moins immuables pour Ankara. L'appartenance de la Turquie à l'Union douanière depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996 peut être considérée comme une étape vers l'insertion dans une Europe dont les institutions seraient nécessairement différentes. Mais durant des années, l'Europe de l'ouest a eu une attitude peu claire à l'égard de la Turquie. L'Europe actuelle ne peut en aucun cas intégrer la Turquie selon les traités en vigueur, les turcs ont, de leur côté, conscience que leur économie est encore trop faible pour affronter de plein fouet un régime de liberté et de concurrence internationale malgré l'appartenance à l'Union douanière.

Les dirigeants européens ont choisi d'encourager les turcs à approfondir leur laïcité et à s'identifier de plus en plus aux démocraties occidentales. Par la suite, au motif du non-respect des droits de l'homme par Ankara, le Parlement européen a bloqué l'aide à la Turquie. Un tel comportement est pour le moins surprenant puisqu'il émane d'élus qui semblent craindre que la Turquie ne devienne une république islamique. M. Hans Van Meerlo, ancien président du Conseil des ministres européens, avait déclaré en février l'an dernier que les partenaires européens se devaient d'être honnêtes en se prononçant clairement sur la candidature d'un Etat européen, musulman, membre de l'OTAN et voisin du Proche-Orient et du Caucase. Or il était clair depuis fort longtemps, que cela ne saurait être. **Il faut bien que l'Europe s'arrête quelque part.** Seul le courage politique avait manqué durant toutes ces années pour l'affirmer. Il aura fallu du temps pour entendre dire " oui " à des accords de partenariats économiques avec la Turquie, mais " non " à l'intégration pure et simple des 62,7 millions de turcs dans le cadre des accords de Schengen. Cependant, en considérant les turcs comme des " nons-européens ", avec de plus, les religieux qui accusent l'OTAN d'avoir substitué à l'ennemi communiste la " menace islamiste ", l'Europe risque de démontrer au peuple turc, que sa voie devient nécessairement asiatique et islamique.

Les présidents et chefs de gouvernement turcs n'ont pourtant cessé de mettre en garde les responsables politiques européens contre ce risque possible. Aujourd'hui, c'est avec habileté qu'ils reprochent aux pays

européens leur absence de clairvoyance. Et, tout en nous culpabilisant, ils peuvent mener une politique intérieure dans l'est anatolien que nous réprouvons, sans que nous n'osions plus les critiquer.

## 2. Avec le monde musulman

Dans l'ensemble des pays arabes, les productions turques restent bienvenues et le système bancaire turco-arabe tend à placer la Turquie comme un intermédiaire entre la technologie européenne et le marché arabe. Ce tropisme n'est pas nouveau : l'horizon musulman offre à ce pays la possibilité de jouer un rôle unique de chef de file industriel, sinon économique, de tous les pays musulmans.

La politique d'Ankara continue aujourd'hui à se caractériser par une gestion lucide du conflit israélo-arabe. Premier Etat, dans le monde musulman, à reconnaître Israël, la Turquie a été l'un des premiers pays non arabes à reconnaître l'Autorité palestinienne, sans rompre pour autant avec Tel-Aviv. Certains responsables politiques et religieux turcs, ont réalisé que l'attitude officielle de leur pays pendant la guerre du Golfe et l'acceptation du principe de l'embargo, avec la " zone d'interdiction aérienne ", pouvaient pénaliser l'économie. L'intérêt national souffrait, selon eux, à l'évidence d'une insuffisance de pragmatisme dans la conduite de la diplomatie. L'ancien gouvernement de M. Erdogan dès son arrivée aux affaires, se rendit à Téhéran où il signa notamment un contrat gazier de 20 milliards de dollars, une semaine avant la promulgation de la loi Amato-Kennedy. Mais il ne faut pas se laisser abuser. Les contentieux sont réels entre la Turquie et ses voisins arabes. L'interdiction du Refah en juillet 1997, et la perte de ses droits civiques de M. Erdogan, l'ont bien redémontré. La politique extérieure turque est vissée sur des rails, et le pouvoir militaire y veille.

Le Conseil national de sécurité, aux mains des militaires, gouverne dans l'ombre. Il veille à ce que les politiques gouvernementales successives soient conformes à leurs objectifs stratégiques. Et celles ci, ne vont pas dans le sens d'un rapprochement avec les nations arabes.

## 3. Avec l'Asie centrale

L'implosion de l'URSS et l'émergence d'un espace turcophone qui s'étend de l'Adriatique au Xinjiang a suscité pour les uns de

l'espoir, et pour les autres des craintes plus ou moins justifiées. La Turquie, pour l'instant, cherche à y accroître son influence.

Le modèle et le système bancaire turcs apparaissent comme un puissant moyen d'entraver l'action de Téhéran et de limiter la satellisation russe en se posant comme une passerelle entre l'Asie et l'Occident. La Turquie semble le partenaire le plus crédible, non seulement pour les turcophones, mais également pour tous ceux qui souhaitent pénétrer dans la zone et aider à son désenclavement. Après le traité de coopération bilatérale avec la Russie, signé en 1992, la Turquie a accepté de s'associer au groupe de Minsk, instauré au sein de l'OSCE, pour participer aux côtés de la Russie à la solution des conflits dans le Caucase. Le dynamisme commercial russo-turc a inspiré la mise en place du marché commun de la mer Noire. Par-delà les inévitables heurts entre orthodoxes et musulmans, turcs et russes affichent officiellement les mêmes objectifs : établir des États indépendants au Caucase et en Asie centrale. **La solution permet d'éviter les conséquences des frontières communes.** Au printemps 1994, les deux États ont signé des accords pour coopérer dans la lutte contre le terrorisme, la drogue, et le crime organisé. C'est un beau succès diplomatique, mais assez " hypocrite ". Toutefois les turcs ont découvert, depuis la guerre du Golfe, les limites de la diplomatie russe, qui est handicapée par les lourdeurs de sa politique intérieure.

Vis-à-vis des républiques turcophones, la Turquie a immédiatement reconnu leur indépendance, dès la dissolution de l'URSS. Elle a apporté son concours à l'insertion rapide de ces républiques aux organisations internationales et régionales. Elle a aussi apporté une aide multiforme non négligeable pour l'ouverture des représentations des républiques turcophones dans différents pays dans le monde. Le 24 janvier 1992, elle a instauré la TIKA, rattachée au Ministère des Affaires étrangères afin de réguler et de coordonner l'ensemble des actions politiques, économiques, culturelles avec les républiques turcophones. La Turquie a signé avec celles-ci plusieurs centaines de protocoles et d'accords à la fois bilatéraux et multilatéraux dont les premiers étaient relatifs au domaine culturel afin de ménager la Russie inquiète du rapprochement des États turcophones. La Russie a d'ailleurs accueilli avec froideur la réunion historique des chefs d'état des pays turcophones d'Asie centrale d'Azerbaïdjan, du Turkménistan, d'Ouzbékistan, de Tadjikistan, de Kirghizistan et du Kazakhstan, à Ankara, le 31 octobre 1992. Par la suite, ces accords, traités et protocoles ont été élargi progressivement aux autres domaines en particulier au domaine économique.

L'unification et la latinisation des alphabets turcs ont été une des premières préoccupations des autorités turques dès le

lendemain de la dé-fédéralisation de l'URSS. Ce processus s'est accompagné également par la diffusion des émissions des chaînes turques via TURKSAT sur un espace géographique allant de l'Europe occidentale jusqu'au Turkestan. Avec la création du TURKSOY : Administration commune des cultures et des arts turcs, en juin 1993, l'objectif de la Turquie est de réaliser en priorité, à moyen terme, l'unification culturelle surtout linguistique par des coopérations multiformes entre les républiques et les communautés turcophones de l'ex-URSS et la Turquie. L'institution du TURKSOY équivaut à celle du Haut Conseil de la Francophonie institué le 12 mars 1984 en France.

Pour la réalisation de l'unification économique, Ankara a ouvert des lignes de crédits par le biais de l'Eximbank turque, afin de favoriser les investissements et les échanges économiques. Des joints-ventures sont ainsi entrées en activité. L'ensemble des relations économique, commerciale, technique, éducative, scientifique, sociale et culturelle entre la Turquie et les RCT est administré et coordonné par la TIKA. Ses activités visent le développement économique-politique des pays turcophones ainsi que des pays limitrophes. La Turquie ambitionne donc, d'exporter son modèle de développement économique et politique vers les républiques turcophones, et contrer le modèle iranien rejeté par l'Occident. Elle forme ainsi, les cadres dirigeants, entrepreneurs, diplomates, officiers, et enseignants des RCT.

Ainsi, dès les premiers signes de la Perestroïka, la Turquie prit un certain nombre de mesures pour pallier aux inquiétudes qu'allait soulever la disparition de l'URSS. Elle fut le promoteur du CERM. Elle est devenue l'un des principaux acteurs de l'OCE : l'Organisation de la Coopération Economique, dans la continuité de l'ancien CENTO réunissant les pays musulmans non-arabes de l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, l'Iran, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Pakistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, la Turquie et l'Ouzbékistan. Ankara a soutenu activement l'adhésion des républiques turcophones à l'OCE. Il est probable que les républiques turcophones de l'Asie centrale vont également adhérer à la CERM. La création de ces deux organisations régionales répondait à la nécessité d'assurer la stabilité et la sécurité de la région par le biais de la coopération.

Avec l'effondrement de l'URSS, la Turquie a renoué avec son environnement " naturel " tout en maintenant prioritairement sa volonté de rapprochement avec l'Union Européenne et en manifestant son identité européenne. Et, l'OCE et la CERM sont devenus les deux locomotives qui tirent les républiques turco-musulmanes vers l'Europe.

Mais, comme à chaque affaiblissement du monde slave, les débats autour des concepts de pan-islamisme et de pan-turquisme (réunir tous les peuples turcs dans un même Etat) ont été relancés. Avec de surcroît, la question de l'acheminement des hydrocarbures des républiques turcophones vers la Turquie, la Méditerranée et l'Europe, il demeure des enjeux géopolitiques majeurs entre les puissances régionales : Russie, Iran et Turquie...

#### **D. Stratégies alternatives**

Il existe des divergences fondamentales entre les différentes républiques turcophones en raison d'un siècle de séparation. Et, bien que le pan-turquisme soit un concept que la Turquie kémaliste ait toujours rejeté et combattu jusqu'à présent, l'influence turque en Asie centrale, suffit à gêner Moscou. Or, la Russie désire rester maître dans cette zone traditionnelle d'influence. Par son emprise sur les indépendantistes kurdes et sur l'Arménie, grâce à son alliance de fait avec l'Iran, et son allié de circonstance la Grèce (par le biais de Chypre), elle reste capable d'attiser les braises en Anatolie et au Caucase. Nous savons que les russes ont reconnu dans les indépendantistes kurdes des alliés de poids pour des raisons que nous allons étudier. Quant aux turcs, en réaction, ils ont dû adopter plusieurs stratégies indirectes. Ainsi, en plus de la guerre frontale contre les kurdes nous aborderons aussi la stratégie qui vise à créer un état kurde autonome, mais sur les ruines de l'Irak. Ensuite, nous étudierons la lutte contre le trafic de la drogue, qui alimente la résistance kurde en capitaux. Et enfin, nous irons voir dans les Balkans, puis ce qui s'est produit de surprenant entre la Grèce et la Turquie.

##### **1. Contre l'indépendance des kurdes**

Pour le plus grand bénéfice des russes, la révolte kurde détourne les efforts turcs du Caucase. La guerre menée depuis dix ans contre le PKK constitue un gouffre pour l'économie turque. Quelques dix milliards de dollars sont dépensés chaque année. Cela constitue, en valeur moyenne, 12 % du produit national brut et 45 % du budget de l'Etat. Les seules opérations en Irak, en 1995, représentent des dépenses de l'ordre de 50 000 milliards de livres turques, soit environ 500 millions de francs au taux de l'époque. Cependant il ne s'agit que de chiffres officiels qui ne prennent pas en compte les profits divers que retirent tous les agents du conflit, y compris l'Etat turc et ses représentants. Cela épuise les turcs, et les empêche de fournir un appui plus marqué au profit des turcophones du Caucase.

Ces alliés kurdes permettent également de peser sur le choix du tracé d'un nouvel oléoduc qui désenclaverait la Caspienne. C'est un véritable jeu échec qui s'y déroule entre les Etats-Unis et la Russie.

A ce jeu d'échec, les " pièces " sont les turcs, les kurdes, les arméniens, les azéris, les géorgiens, les tchéchènes, les daghestanais, et d'autres encore. Ils s'affrontent sur un échiquier représentant un espace géostratégique à conquérir. La Caspienne est cet espace. Il s'agit d'une mer enclavée : bordée au nord par la Fédération de Russie, au sud par l'Iran, à l'ouest par les pays du Caucase, Azerbaïdjan, Arménie, et Géorgie, et à l'est, par l'Asie centrale avec le Kazakhstan et le Turkménistan. D'une part, l'attrait de cet échiquier, est que le Caucase est une passerelle unique en son genre, entre le sud et le nord, aux confins de l'Europe. D'autre part, ce jeu d'échec là est bâti sur un merveilleux lit de pétrole. Des estimations évaluent les réserves en brut à quelques 14 milliards de tonnes de brut de très bonne qualité. Aujourd'hui, pour exploiter ces gisements, il subsiste deux problèmes, l'extraction et l'acheminement. Pour la Fédération de Russie en pleine torpeur, désemparée par la crise financière et économique, il s'agit de gagner du temps pour rétablir l'ordre chez soi, et retrouver un statut de grande puissance. Par ailleurs, elle souhaite que ce qui lui ait appartenu un jour, reste sous son contrôle. **Les champs pétrolifères de la Caspienne en particulier.** Aujourd'hui, en Russie, le marché a pris le dessus sur l'Etat. Gazprom, LUKoil, et d'autres, prennent les décisions stratégiques. Puissantes et rapides, ces compagnies ne veulent pas non plus d'un partage. L'adversaire, le gouvernement des Etats-Unis, se doit d'être prudent aux confins de la Russie et manœuvre donc à petits pas. En revanche, les compagnies pétrolières américaines n'ont pas les scrupules des " organismes officiels ". Elles imposent leurs garanties dans les nouveaux consortiums, et deviennent **des alternatives attractives**, avec leurs devises fortes. Or, depuis les premiers accords signés par l'Azerbaïdjan avec un consortium américain qui regroupe douze sociétés dont Exxon, Amoco, Unocal, ..., et, Socar la compagnie azéri, les russes en conflit en Tchétchénie, ont " pesé " sur les débits du vieil oléoduc russe de Novoross'ik. Les russes y détournent le pétrole et le gaz produit par l'Azerbaïdjan, au profit des pays de la CEI, dont l'Arménie ! Les américains proposent la fabrication d'un oléoduc moderne avec un débit de 40 millions de tonnes dont le tracé éviterait soigneusement la Russie. Ils comptent l'imposer grâce à son financement. Ce nouvel

oléoduc moderne à grande capacité désenclaverait l'Azerbaïdjan, et probablement aussi le Turkménistan et le Kazakhstan. Les alliés turcs, eux, insistent pour que le terminal ne soit pas sur la mer Noire. Il sera donc moins dangereux pour le trafic maritime dans le Bosphore. De plus, via Soupsa en Géorgie, et Ceyhan au sud de la Turquie, le nouveau tracé profitera à Ankara en terme de " royalties " et de dépendance des Etats turcophones. Les russes opposés à ce tracé, font intervenir les kurdes qui promettent de détruire cet oléoduc. De surcroît, Moscou " déstabilise " également les turcs par la vente de missiles S-300 aux grecs chypriotes. Ces missiles dont la portée va bien au-delà des frontières turques, seraient basés à seulement 150 kilomètres de la ville de Ceyhan, où se trouverait le nouveau terminal !

Ainsi, avec l'appui des milieux officiels et privés américains, la Turquie peut s'attendre à accroître tant ses revenus, que son influence au Caucase et en Asie centrale. Maintenant, en parallèle de la guerre contre les kurdes, Ankara a adopté deux projets. Ces projets ne sont pas officiels, mais ce ne sont pas que de simples hypothèses.

## 2. Pour l'autonomie des kurdes

Il n'existe aucun moyens pour démontrer l'exactitude des faits abordés ici. Néanmoins, l'Histoire se reproduit inlassablement, et il n'existe pas d'exemple de pays puissants, qui aient épargné leurs voisins faibles. Cela est d'autant plus vrai, lorsque ces pays puissants, sont ceux-là mêmes, qui contribuent, par tous les moyens, à l'affaiblissement du voisin.

Depuis 1991, tout est fait par les américains, les anglais et les turcs, pour affaiblir et déstabiliser l'Irak. La " disparition " de Saddam Hussein ne pourrait intervenir sans que de très graves troubles de succession, ne surviennent. Quelques pays pourraient être tentés d'en profiter. En fait, les pays qui déstabilisent à dessein l'Irak, sont ceux-là, qui comptent tirer profit du changement de régime à venir.

Ce jour là, Ankara verra sans doute d'un bon oeil, la création d'un **Etat autonome kurde** sur les ruines de l'Irak. Il reste suffisamment de kurdes " amis ", prêts à diriger cet " Etat autonome ", qui restera " vassalisé " à la Turquie. Cet établissement achèvera la guerre civile en Turquie et augmentera la superficie contrôlée depuis Ankara, grâce à une sorte de confédération turko-kurde

créée pour la circonstance. Offrant à peu de frais un pays à la nation kurde, permettra aussi à Ankara d'abattre un concurrent hostile : l'Irak. Déjà, durant l'hiver 1997, l'armée turque lançait une offensive terrestre de grande envergure contre le nord de l'Irak, avec l'assistance de l'aviation américaine. Officiellement, il s'agissait de réduire les bases et les foyers indépendantistes kurdes repliés en Irak. En réalité, Ankara souhaite encore réduire la présence irakienne en son propre pays.

Nous pouvons donc deviner que la Turquie et les Etats-Unis caressent le projet de démembrer l'Irak, afin d'y constituer un Etat autonome kurde, bien entendu dépendant d'Ankara.

### 3. Contre les trafiquants kurdes

La drogue est devenue le premier mode de financement pour les partis kurdes : le PDK, Parti démocratique du Kurdistan, l'UPK, l'Union patriotique du Kurdistan et surtout le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan.

La stratégie adoptée par Ankara dans ce domaine est claire. Pour déstabiliser les réseaux kurdes, les turcs mènent deux combats. Le premier est officiel et, à l'instar des actions de police menée dans le reste du monde, la Turquie combat le trafic. Les forces de l'ordre ont ainsi saisi pendant la période 1994-1995 près de 2,7 tonnes de morphine base, et 1,6 tonne d'héroïne. En 1996, ce sont 4 tonnes d'héroïne, qui furent saisies. En outre, au cours de ces deux dernières années, 21 tonnes de précurseurs chimiques ont été saisies. L'usage de ces précurseurs chimiques permet la transformation de l'opium en morphine base, et puis de la morphine en héroïne. Cela démontre une réelle efficacité de la part des services compétents turcs, avec des résultats similaires à ceux obtenus par les polices occidentales.

Mais le second combat, lui, résulte plus de méthodes " alternatives ". Il tolère officieusement l'exploitation de la drogue, par les " mafieux " turcs, à la condition expresse de le faire aux détriments des indépendantistes kurdes.

D'après les déclarations de certains militaires turcs kémalistes, qui ont tenu à garder l'anonymat, et d'ex-agents du NUT, plusieurs centaines de kilogrammes d'héroïne, confisquée et jamais déclarée par l'armée lors d'opérations contre le PKK, sont systématiquement remises aux réseaux constitués de sympathisants de l'extrême droite des Loups Gris. Cette drogue débarque

ensuite, plusieurs fois par an, dans les ports espagnols. En Anatolie, une prime officieuse de 1.000 dollars par kilo, est offerte par les militaires à toute personne indiquant une cache d'opium ou d'héroïne. A ce prix, il est évident que la marchandise est rarement détruite.

Un nouveau scandale est survenu lors d'un accident de la route. Les corps d'Abdullah Catli, ancien activiste des Loups Gris, et trafiquant de drogue bien connu de la police turque, et de Huseyin Kocadag, ex-chef adjoint de la police d'Istanbul, ont été retirés d'une Mercedes détruite. Un député du DY-P, Sedak Bucak, qui voyageait avec eux, fut seulement blessé. Ce dernier, est le chef d'un clan kurde. Il commande un millier de miliciens kurdes pro-gouvernementaux, entretenus par l'Etat, pour lutter contre le PKK. Il portait une carte de police et un passeport vert, délivré uniquement aux fonctionnaires d'Etat de haut rang. Lors de l'enterrement d'Abdullah Catli, le cercueil était enveloppé d'un drapeau turc et fut suivi par 3000 membres de l'extrême droite et de la mafia. Loin d'être anecdotique, cette affaire démontre l'implication de " quelques " officiels turcs dans le trafic de la drogue et dans la lutte " parallèle " anti-indépendantistes.

Une partie importante du trafic est ainsi contrôlée par les paramilitaires. Ils s'approvisionnent auprès de certains laboratoires situés sur le sol iranien et au sud est de la Turquie. Et ils effectuent, bien sûr des saisies dans le camp adverse, dont les prises varient de 800 kg à 1200 kg d'héroïne par mois. Pour le transport de la drogue, ils utilisent surtout la voie terrestre. Les trafiquants possèdent leurs propres compagnies de transport. Les passeurs sont des membres des " familles " des féodaux, chefs de milices des Loups Gris. Ils sont souvent relayés, au-delà des frontières turques, par des ressortissants des pays balkaniques, d'Italie ou de la CEI. Les places fortes à partir desquelles irradie l'ensemble de leurs activités se situent à Batman en Anatolie, à Istanbul et à Amsterdam. Enfin, la coordination de ces trafics s'achève aux Pays-Bas et en Allemagne.

A cette guerre " mafieuse " anti-kurdes, s'ajoute désormais, une guérilla politique. Le conflit entre les deux grandes formations laïques turques, se développe, lui aussi, à travers des révélations concernant les relations du monde politique avec le crime organisé. Depuis le mois de juillet 1997 et l'éviction du Refah, les islamistes n'hésitent plus à accuser l'ensemble des partis laïcs et

certains militaires de complicités avec les trafiquants de drogues.

Au bilan, grâce à ces méthodes, le gouvernement turc devrait parvenir à saper les ressources des indépendantistes du PKK. Il s'offre ainsi des milices anti-indépendantistes, à peu de frais. Elles lui rendent de nombreux services, sans que Ankara ne puisse être officiellement rendu responsable de leurs trafics et de leurs mésactions. C'est avec le même souci d'afficher une certaine non-ingérence, que la Turquie agit en sous-main ou du moins avec discrétion, en d'autres lieux.

#### 4. Dans les Balkans

Dans le sud de l'Europe, les Etats-Unis n'ont rien abandonné. Bien que la VI<sup>ème</sup> flotte ait diminué considérablement en volume, et que le nombre de ses missions ait été revu à la baisse, les Etats-Unis souhaitent faire jouer à l'OTAN un rôle plus grand encore. Ce n'est plus en tant qu'instrument de dissuasion face à l'URSS, mais en tant que moyen d'affirmation globale de la présence américaine en Europe. C'est la raison pour laquelle la querelle sur le commandement Sud de l'OTAN prit une dimension si critique. Les américains insistent très lourdement pour marquer leur territoire en Méditerranée, pour y renforcer les liens qu'ils y ont tissés. Mais, ils recherchent également à augmenter leur influence au-delà de la zone OTAN, dans les nouveaux pays des Balkans en particulier.

Ainsi la Croatie, la Bosnie, et l'Albanie, dont les forces armées sont plus ou moins prises dans un réseau d'aide américaine, devraient passer de façon prévisible sous leur autorité. Cependant, cette méthode échoue parfois, comme ce fut le cas en Albanie. L'alliance avec la Turquie prend alors toute son importance. En Bosnie déjà, les turcs avaient permis de contrer sur le terrain, les " experts " dépêchés par Téhéran ou par Kaboul, pour assister les musulmans de Bi-H. Au Kosovo, les musulmans d'origine albanaise, en révolte contre Belgrade, ne sont pas abandonnés non plus. Les forces de l'UCK sont dotées de matériels modernes. Il est plus que probable que pour le compte des américains (anti-serbes depuis toujours), les turcs encouragent et soutiennent les nationalistes albanais, afin que ceux-ci apportent leur concours aux frères kosovars. Dans ce conflit, nous devons bien prendre conscience que la " communauté internationale " agit en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais nous devons

aussi reconnaître que la Turquie et les Etats-Unis sont capables de mobiliser certains média, au service des causes qui servent leurs intérêts.

Le Kosovo, la Bosnie et l'Albanie devront bien finir par se montrer redevables à l'égard d'Ankara, et par conséquent, à l'égard de Washington. Non seulement, l'assise des Etats-Unis, va se retrouver encore renforcée, mais en plus, chaque accroissement territorial musulman vers l'ouest, augmentera la sphère d'influence turque. **Sans trop y paraître**, Ankara se forge des têtes de pont vers l'ouest.

## 5. Avec la Grèce

Sans trop y paraître non plus, le 6 avril 1998, a eu lieu une visite assez intrigante, du chef d'état-major turc, le général Ismaël Karadayi, à Athènes. Le contenu de la visite, resté mystérieux, pourrait concerner Chypre et le problème des missiles S 300, ou pourquoi pas, d'autres sujets plus appréciables encore. Nous ne prétendons pas être devin, mais déjà par le passé, l'Histoire a prouvé qu'elle savait surprendre. Ainsi par exemple, messieurs Ribbentrop et Molotov conclurent un marché étonnant, qui déplut aux polonais au milieu de ce siècle. Il est également fort probable, que messieurs Tadjman et Milosévic en préparaient un, qui eut fortement déplu à M. Itzébégovic ! La Turquie dans sa recherche de " petites " acquisitions territoriales dans le sud-est de l'Anatolie, et pour poursuivre un rapprochement avec l'Union européenne, pourrait renoncer à la partition de l'île de Chypre. Bien sur, l'île devrait rester indépendante, mais elle serait ré-unie et européenne. Quelques gestes de bonnes intentions réciproques pourraient accompagner ce rapprochement, tel le renoncement au contrôle de l'îlot d'Iskia, ou l'extradition d'Oçalan, ou encore un accord sur le commandement régional de la Méditerranée orientale de l'OTAN...

Il y a là beaucoup d'habileté de la part des turcs. Mais nous ne devons pas oublier qu'ils ont hérité d'une très riche et très ancienne nation, un très grand savoir-faire. Ils subissent moins que d'autres, la pression de l'opinion publique, et cela les autorise à poursuivre depuis près de cinquante ans, **la même politique**. Les turcs ont embrassé le voeu de redevenir une nation dominante, ils poursuivent leur action avec une constance plus que remarquable.

4.

## 5. Conclusion

L'Histoire et les Hommes s'accordent bien sur le fait que le passé est voué à l'oubli, de sorte qu'il puisse se reproduire encore et encore. L'Empire ottoman déclinant avait autorisé quelques émancipations du Moyen-Orient, aux Balkans. Mais au cours de ces dix dernières années, l'enthousiasme qu'a soulevé chez tous les peuples orthodoxes la " purification ethnique " en Bosnie, a fait penser à une revanche historique prise sur l'empire ottoman. Non seulement la Bosnie, mais aussi l'Azerbaïdjan, déchirés, ruinés, en

avaient fait les frais. La guerre entre l'Empire byzantin orthodoxe et l'Empire ottoman musulman reprenait, sur tous les télésécriseurs, et en direct à la télévision. La fin du status quo imposé par la guerre froide, autorisait le dégel des vellétés guerrières, l'expression des ambitions tout azimut.

Ainsi, la légitimité turque n'est pas à mettre en cause, lorsqu'elle permet la mise œuvre de réseaux d'amitié pour se protéger, elle, ou ses minorités expatriées. Mais, les alliances modernes, engagées par la Turquie, ne sont pas sans conséquences sur la stabilité en Méditerranée orientale. Il subsiste de trop nombreux doutes quant aux buts réellement poursuivis. Les alliances croisées avec les Etats-Unis et Israël se traduisent par des actes très violents en Irak et en Syrie, trop agressifs pour être dénués d'arrière-pensées géostratégiques. La brutalité politique dès que les intérêts turcs sont menacés comme à Chypre, souligne la volonté de ne jamais rien concéder devant les instances de réglementation internationales. Le soutien " musclé " aux musulmans du proche-anatolien, des Balkans ou d'Asie Centrale, se rapproche plus d'une politique hégémoniste d'Empire, que d'une politique à caractère typiquement national. La constance de la politique extérieure turque, affichée par les militaires depuis tant d'années, eux les véritables hommes forts du pays, fait la part belle aux ambitions expansionnistes. La préférence affichée pour les " rapports de force " plutôt que la recherche de règlements pacifiques des crises, nous permet (pauvres cassandres) de nous figurer l'avenir avec une assez grande certitude.

La Turquie va conquérir espace et audience dans son périmètre d'influence. Elle va s'appuyer sur ses alliés américains et israéliens. Elle va jouer sur les divisions de ses opposants du dedans et de l'extérieur. Elle va compter sur son savoir-faire aux multiples facettes, européennes et asiatiques. Elle va utiliser les ambiguïtés qui pèsent sur la société turque à la fois orientale et occidentale, sur les divisions entre laïcs et musulmans, sur les contrastes entre modernes et anciens. La Turquie va oeuvrer pour sa grandeur, et cela serait bien si les règles du jeu adoptées par Ankara respectaient les normes " onusiennes ".

Mais l'attitude des Européens, coincés par une Allemagne craintive et une Grèce revancharde, n'a pas permis de peser sur Ankara. Un ancrage plus solide à l'Union européenne (à défaut d'une adoption) de la Turquie, pourtant si proche de nous aujourd'hui, ne s'est pas effectué. Encore une fois, l'Histoire se répète, puisque faute de pouvoir mettre en oeuvre une Politique étrangère de sécurité commune, l'Europe renonce à ses prérogatives chez elle, au profit des Etats-Unis omniprésents et dominateurs.

Nous devons regretter qu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, nous n'ayons pu profiter de la disparition de la guerre froide pour faire de l'ONU, l'outil de résolution des crises. Monsieur de Tocqueville y aurait vu un tableau original, enfin... Nous devons donc nous contenter de la " Pax Americana ". Certes " bienfaitrice ", mais où finalement, une seule voix s'exprime, celle des Etats-Unis.

6.

## 7. BIBLIOGRAPHIE

- Adler Alexandre, *La situation en Méditerranée*, La revue de la défense nationale, numéro d'octobre 1997.

- Amnésie internationale, *Turquie : quelle sécurité ?*, Rapports pays, 1996.

- Bozarslan H, *La question kurde : Etats et minorités au Moyen-Orient*, presses de science-Po, Paris, 1997.

- Brunot Patrick, *Le projet politique turc*, La revue de la défense nationale, numéro de juin 1997.

- Coutau-Begarie Hervé, *Traité de stratégie*, Bibliothèque Stratégique, Economica.

- Daguzan Jean-François, *La Méditerranée en quête d'une organisation politico-stratégique*, La revue de la défense nationale, numéro d'octobre 1997.

- Demirel Süleyman, *Defence and economics in Turkey, pillar of regional stability*, Nato's sixteen nations, supplément spécial de 1998.

- Dis politika, *La revue étrangère turque*, numéro 1, février 1998.

- Encel Frédéric, *Israel-Turquie, un nouvel axe géostratégique*, Hérodote, numéro 90.

- Elmas H.B, *Turquie-Europe, une relation ambiguë*, Syllepse, Paris, 1998.

- Giroux Alain, *La Caspienne : un gateau pétrolier à partager*, Redécouvrir le Caucase, B.I.C, 1998/2.

## 8. BIBLIOGRAPHIE

- Gutmann Francis, *La Méditerranée, Mythes et réalités*, Conférence au Collège interarmées de défense, 1998.

- Mantran R, *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1989.

- Doc Stürmer Michael, *Strategies and agonies in the Eastern Mediterranean*, Lecture at the Holy Trinity Church, Southend Crescent, Eltham, London, SE9.

- Seyfi Tashan et Oya Akgonenc, *A review of Turkish Foreign Policy, beginning of 98*, EU's policies and Turkey's security concerns in the Eastern Mediterranean Region.

- Vaner Semih, *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, l'Harmattan, Paris, 1992.

- Vaner Semih, *Le Caucase et la Caspienne*, Redécouvrir le Caucase, B.I.C, 1998/2.

- Yérasimos S, *Les turcs*, Autrement, Paris, 1994.





## 11. annexe 3



## 12. annexe 4

Métropoles



## 13. annexe 5

Ressources en eau potable



La Turquie dispose de ressources importantes,  
l'Irak également, mais la Syrie et l'Iran, non.